Mariage et adoption "pour tous" font aussi débat à gauche

Publication : jeudi 27 septembre 2012 14:26

La Croix, 27 septembre 2012

Mariage et adoption « pour tous » font aussi débat à gauche

À un mois de la présentation du projet de loi sur le mariage homosexuel en conseil des ministres, le contenu précis de la réforme n'est pas encore arbitré.

Si, à gauche, l'ouverture du mariage aux homosexuels fait l'objet d'un large consensus, il n'en va pas de même de la filiation.

Le premier ministre Jean-Marc Ayrault (devant, au centre, ici à l'Assemblée nationale mardi) devrait décider « en fin de semaine prochaine » quel sera le périmètre exact du projet de loi. La question de l'assistance médicale à la procréation (AMP) suscite des réticences à gauche.

« Le mariage homosexuel n'est plus un débat central pour la société d'aujourd'hui. » C'est un des points forts du gouvernement qui, sitôt le sceau de la confidentialité, lâche ce jugement abrupt. « On peut le déplorer mais c'est la réalité, le mariage n'est plus une institution, car le sens de l'engagement s'est effacé. »

À un mois de la présentation du projet de loi sur « le mariage pour tous » en conseil des ministres, le 31 octobre, cet échange permet de comprendre pourquoi le président de la République n'a pas répondu aux demandes des associations ou instances religieuses qui réclamaient un débat public sur cette première grande réforme de société de la nouvelle majorité : à gauche, le consensus est presque total sur le sujet.

Sur le même ton que notre interlocuteur du gouvernement, les responsables sollicités présentent cette évolution vers le « mariage pour tous » comme une évidence. « Depuis les discussions passionnées sur le pacs en 1997, la société a profondément changé, le mariage homosexuel n'est plus un clivage », assure une conseillère de Matignon.

De fait, les socialistes qui expriment des réserves se comptent sur les doigts de la main. Bernard Poignant, maire de Quimper (Finistère) et conseiller de François Hollande, a discrètement fait part de ses réserves dans la presse. Le numéro de Nadine Morano à Toul (Meurthe-et-Moselle) aux législatives, Dominique Potier, est l'un des rares à avoir souhaité un vrai débat. Ce catholique est adhérent de l'association des chrétiens de gauche – Les poissons roses » qui tente – en vain pour l'instant – de sensibiliser le PS à la nécessité de plus larges échanges sur la question. Il ne veut que, selon les études d'opinion, les Français sont favorables au mariage homosexuel.

Dans le programme de François Hollande, cette proposition figurait très clairement au 31e rang de ses 60 engagements. Bien que le sujet n'ait pas tellement été évoqué durant la campagne, les socialistes estiment que le vote des Français vaut validation.

Alors que le sujet de la fin de vie, celui du vote des immigrés – sans parler de l'inscription de la loi de 1905 dans la Constitution – présente bien des difficultés juridiques, éthiques ou politiques, le lui sur le « mariage pour tous » a l'avantage de l'apparente simplicité. Vite fait, bien fait ? Sénateur et président de la commission des lois à la Haute Assemblée, Jean-Pierre Sueur récuse toute précipitation. « En manifestant ses intentions bien avant la présentation du projet de loi, le gouvernement a permis que le débat ait lieu.

François Hollande « veut vite passer sur cette réforme, qui n'est plus un vrai enjeu de société », selon un visiteur régulier de l'Élysée.

Il se fait dans la presse. Chacun s'exprime », assure-t-il.

Après la polémique déclenchée par les récentes propos de l'archevêque de Lyon, le cardinal Philippe Barbarin, plusieurs ministres sont bien fait ? Sénateur et président de la commission des lois à la Haute Assemblée, Jean-Pierre Sueur récuse toute précipitation. « En manifestant ses intentions bien avant la présentation du projet de loi, le gouvernement a permis que le débat ait lieu. Il se fait dans la presse. Chacun s'exprime », assure-t-il.

Après la polémique déclenchée par les récentes propos de l'archevêque de Lyon, le cardinal Philippe Barbarin, plusieurs ministres sont d'ailleurs montés au créneau pour défendre la liberté d'expression. La porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls et le premier ministre Jean-Marc Ayrault ont tenu à calmer les esprits.

Visiteur régulier de l'Élysée, le maire de Lignerac-en-Corrèze, Bertrand Rivière, défend l'approche pragmatique de François Hollande : « Il veut vite passer sur cette réforme, qui n'est plus un vrai enjeu de société, pour se consacrer aux enjeux économiques qui intéressent les Français, comme l'emploi », justifie-t-il.

Mais la nouvelle majorité pourrait avoir sous-estimé les difficultés du dossier. Le 11 septembre, dans *La Croix*, la ministre de la justice Christiane Taubira a présenté un premier projet de loi dans lequel il n'est question que du « mariage pour tous » et de l'adoption. Or le candidat Hollande s'était prononcé, dans un entretien au magazine *Têtu*, en faveur de l'accès à l'assistance médicale à la procréation (AMP) pour les couples de lesbiennes. Répondant hier à *Libération*, la ministre de la famille Dominique Bertinotti assure que cette éventualité n'est pas écartée : « Le projet n'est ni clos, ni définitivement rédigé ». Or elle suscite des réticences à gauche. « Je suis très réservé sur cette ouverture, non pas en tant que catholique mais en tant que parlementaire », admet ainsi le sénateur Jean-Pierre Sueur.

Le gouvernement risque-t-il de mécontenter ceux qui l'attendent précisément sur ce sujet ? La présentation de l'avant-projet de loi à *La Croix* avait soulevé l'indignation du réseau homosexuel militant. « Sur le mariage, il n'y a pas débat, explique une ministre, bien au fait du dossier. En revanche sur la question de l'AMP, il faudra un débat de société préalable à un texte ultérieur. »

L'exécutif semble, en fait, en pleine hésitation. Quel sera le périmètre du projet de loi ? Au cabinet du premier ministre, une

[Lire la suite page 6.]

Phoca PDF